

Affaires urbaines

riaux de construction de qualité supérieure. La production de ces matières pourrait peut-être se faire dans ces secteurs de la planification de notre économie plutôt que dans ceux de la commercialisation, se réaliser de façon beaucoup plus efficace et présenter des qualités d'isolation supérieures. Voilà certaines initiatives que l'on pourrait prendre.

Après avoir signalé ces points, permettez-moi de dire qu'il faut absolument trouver de nouvelles techniques si nos besoins en matière d'habitation doivent doubler dans les centres urbains d'ici vingt-cinq ans. Il ne s'agit pas d'adopter une nouvelle formule de recherche, mais bien d'une question de projets démonstratifs. Ce que nous devons faire, c'est parler de la technologie que nous connaissons actuellement. Une entreprise torontoise a eu recours aux techniques actuelles pour extraire du méthane des eaux usées. Voilà le genre des choses qui peuvent et doivent être faites. Nous devons utiliser la technologie actuelle de cette façon, peut-être dans une ville ou une localité témoin afin de démontrer comment nous pouvons éviter ce genre de gaspillage. Peut-être qu'alors les dépenses projetées de 20 millions de dollars par an seront de l'argent dépensé à bon escient. Si c'est de cette façon que l'on entend dépenser cet argent, ce sera alors de l'argent bien dépensé, et je suis en faveur de telles dépenses pour cette raison.

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt certaines des interventions des députés ministériels, et notamment celle du ministre. A la fin de son discours, j'étais tout à fait convaincu qu'il n'existait pas de crise du logement au pays. Il a affirmé qu'à la suite des nombreuses grandes réalisations de son ministère, il ne restait plus rien à faire. Je soutiens que cette attitude plutôt négative à l'égard de la situation actuelle du logement a créé un grave problème.

Je suis porté à penser que le ministre n'a rien fait en vue de fournir davantage de terrains viabilisés et de faire réduire les taux d'intérêt parce que les institutions financières et les sociétés de promotion immobilière qui touchent d'énormes commissions sur les terrains viabilisés sont des amis du parti et contribuent à sa caisse électorale. Il est bien connu que les libéraux sont dans la poche de ces institutions et ne veulent rien faire qui pourrait trop leur déplaire.

Le député qui m'a précédé a fait bien des cérémonies au sujet des nouvelles techniques et des nouvelles méthodes. C'est une preuve que nos vis-à-vis vivent dans un monde de rêves, qu'ils ne sont pas prêts à s'attaquer à nos problèmes en recourant aux connaissances et aux moyens dont nous disposons, mais se contentent de se croiser les bras et de ne rien faire, prétendant songer à de nouveaux moyens de résoudre nos problèmes.

Le secrétaire parlementaire a recouru aux vieilles rengaines dont se servent les libéraux par tout le pays. Tout ce qu'ils peuvent dire des conservateurs, c'est que nous n'avons pas de nouvelles politiques. Il est évident que ces députés n'ont pas lu le compte rendu ou qu'ils n'étaient pas à la Chambre lors du discours du ministre, car pour ceux qui l'ont entendu, il n'y avait pas de doute que le ministre avait en main un exemplaire du document de travail lorsqu'il a parlé.

Une voix: Vous auriez dû entendre le député de Calgary-Nord (M. Woolliams).

M. Basford: L'un de vos membres a dit qu'il ne s'agissait même pas d'un énoncé de principe.

[M. McRae.]

M. Yewchuk: Je me demande si le ministre sait que le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) n'a pas joué un rôle important dans la rédaction de ce document. A en juger d'après la déclaration du ministre celui-ci ne sait pas ce qu'il dit. J'étais heureux de lui voir un exemplaire de ce document à la main et s'il veut bien ne pas s'arrêter à la première page, je doute qu'il l'ait jusqu'à présent, il y trouvera sûrement d'excellentes idées.

M. Baker: Il y trouvera peut-être même quelque chose à dérober.

M. Yewchuk: Tandis qu'il est ministre, peut-être pourrait-il donner suite à quelques-unes des bonnes idées que renferme ce document et qui contribueraient pour beaucoup à la solution de nos problèmes en matière de logement. Malgré les termes élogieux employés par le ministre au sujet des politiques de logement, je pense que ses réalisations se passent de commentaires. Par suite des politiques mises en vigueur depuis onze ans par le gouvernement libéral, nous sommes un peuple de locataires, presque personne ne peut s'acheter une maison et la situation va de mal en pis. De moins en moins de gens osent même songer à avoir une maison bien à eux.

Il ne faut pas regarder bien loin pour voir ce qui s'est passé sur le marché de l'immobilier cette année. Considérons la situation à Ottawa, où le prix d'une maison moyenne a doublé au cours des cinq dernières années. L'un de mes passe-temps favoris, c'est de suivre de près ce marché, et j'aimerais vous citer un exemple de ce qui s'est produit à Ottawa. Dans le quartier où j'habite, une maison s'est vendue, en avril dernier, pour environ \$45,000 ou \$47,000. La maison a été revendue \$72,000, il y a environ trois mois, et elle est à vendre actuellement pour \$95,000. En moins d'un an, le prix de cette maison a plus que doublé.

Compte tenu de ce genre de pressions inflationnistes, je ne comprends pas comment le ministre peut rester inactif et se contenter de dire qu'il fait tout son possible, ou qu'il n'y a en fait aucun problème dans le domaine du logement dans notre pays. Je pense pouvoir dire, en toute justice, que si l'on ne fait rien au sujet de l'inflation actuelle dans notre pays, la situation de l'immobilier va encore s'aggraver. Réciproquement, si le marché de l'immobilier n'est pas stabilisé, cela contribuera à l'inflation. L'inflation engendre un coût de logement élevé, et vice-versa. Il faut mettre fin d'une façon ou d'une autre à ce cercle vicieux.

● (2140)

Nous avons également entendu beaucoup de députés ministériels dire et redire qu'il n'y a pas suffisamment de terrains à bâtir dans notre pays. C'est une déclaration assez étrange. N'empêche qu'il y a dans notre pays beaucoup plus de terrains que dans tout autre pays du monde. Il s'agit présentement d'avoir un gouvernement qui adopte une politique visant à viabiliser les terrains et à les mettre à la disposition des Canadiens à un prix raisonnable. Lorsqu'on pense aux millions d'acres de terre actuellement inoccupées au Canada, nous avons du mal à comprendre pourquoi un terrain à bâtir dans la ville d'Ottawa, qui, je crois, une ville typique devrait coûter \$35,000 ou \$40,000. Je veux parler d'un terrain de 100 pieds sur 100 pieds.

J'ai vu une annonce dans le journal l'autre jour au sujet d'un terrain sur lequel il y avait des arbres. Cela lui donnait de la valeur. Il était annoncé pour \$75,000. Il s'agissait d'un terrain sur lequel on pouvait construire une maison unifamiliale. Lorsque l'on voit ce genre de situation, il n'y a rien d'étonnant à ce que le prix du logement